

Perspectives

Depuis 20 ans, les réformes de l'Enseignement Supérieur visent à désengager l'Etat de nos formations en abandonnant leurs financements aux entreprises et aux collectivités territoriales. La réforme Bayrou qui entraîne la semestrialisation, une baisse du volume horaire global des enseignements, une professionnalisation accrue, etc..., s'est mise en place cette année sans mouvement de protestation. Cette réforme a des conséquences négatives que nous subissons tous. Allègre renchérit cette année avec le Rapport Attali. D'autre part, le plan Université 2000 de Jospin (hiérarchisation des facs ...) est prolongé cette année par Allègre : application du rapport Attali notamment par le biais du plan U3M.

A l'heure où le gouvernement de Jospin privatise des services publics (France Télécom, les rails de la SNCF...), leur impose une logique de rentabilité (Hôpitaux...), les salariés et précaires se mobilisent, mais sans unification des luttes pour l'instant.

L'Education Nationale n'échappe pas à la casse des services publics : précarisation des statuts des personnels (emplois-jeunes, CES, pions, vacataires, ...), diminution des budgets, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur, cette logique nous frappe de plein fouet.

C'est dans ce cadre que nous devons placer nos perspectives d'actions pour 99.

Localement

Lutte contre les menaces qui pèsent sur l'Education Nationale

Rapport Attali et plan U3M

Le rapport Attali, publié en mai dernier, a pour but d'uniformiser le mode de fonctionnement de l'enseignement supérieur français avec ce qui se fait dans les autres pays européens, dans le contexte de la construction de l'Europe économique. Les grandes lignes de ce rapport sont :

- professionnalisation à outrance de l'immense majorité des filières ;
- autonomie et mise en concurrence des facs ;
- financement des facs par les entreprises avec en contrepartie l'abandon de la définition du contenu des enseignements à celles-ci et la disparition des filières non rentables ;
- collaboration étroite entre recherche universitaire et entreprises, au détriment de la recherche fondamentale.

Ce rapport n'a pas vocation à devenir un projet de loi, pour la bonne et simple raison que ceci serait ressenti comme la pire attaque jamais tentée contre l'université de service public et

entraînerait une mobilisation d'une ampleur inédite. Allègre est trop fin pour passer ce projet en force. Pour mettre en place les orientations du rapport, sa manœuvre est beaucoup plus intelligente. Il s'agit de multiplier les directives, plans, décrets, lois "mineures", circulaires, etc... afin de noyer le poisson. On peut citer, entre autres :

Le plan U3M, qui met en place l'autonomie des facs et le financement par les entreprises;

Le projet de loi sur l'innovation, adopté en première lecture au Sénat, qui amende le statut des enseignants-chercheurs pour les transformer en chefs d'entreprises ;

Blocage des habilitations de DEA qui devront à terme disparaître ;

Mais la majeure partie de la manœuvre d'Allègre consiste à pousser les universités à aller dans le sens du rapport localement. Quelques exemples, parmi les derniers en date :

Convention entre l'Université de Nice-Sophia-Antipolis et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice (mise à disposition gratuitement des locaux de la fac à la CCI pour lui permettre de mettre en place des enseignements sur lesquels la fac n'a aucun droit de regard ; alors qu'elle valide les diplômes ainsi créés.) ;

A Paris VIII-Saint-Denis, l'accent est mis sur la licence au détriment du DEUG en prévision de la disparition de celui-ci ;

Cette liste est loin d'être exhaustive. Force est de constater que le rapport Attali se met en place dans notre dos.

L'information et la mobilisation sont notre priorité cette année quel que soit le niveau de mobilisation des facs. Nous devons nous intégrer pleinement au mouvement étudiant contre les projets d'Allègre, sans nous substituer aux étudiants. Le rôle du syndicat est de mettre à disposition de l'AG ses moyens logistiques comme son expérience, de dynamiser la lutte, de faire des propositions, de défendre l'auto-organisation et la démocratie.

Retrait sans conditions du Rapport Attali et de ses applications Réengagement financier de l'Etat dans nos formations Non à l'autonomie des Universités

Nous devons également profiter de ce mouvement pour faire connaître notre syndicat et faire comprendre aux étudiants l'importance de se syndiquer pour placer leur action dans la continuité et le long terme.

Défense d'un enseignement de qualité ouvert à toutes et à tous

Notre rôle est également de défendre le service public d'éducation nationale dans son ensemble, de pousser à l'unité avec les surveillants, les emplois-jeunes, les lycéens et les prépas CAPES-Aggregation, contre la casse du statut des profs et la déqualification du corps enseignement, pour une égalité d'accès au savoir et à la connaissance.

Titularisation sans concours des Maîtres Auxiliaires et des vacataires Aucune mission d'enseignement confiée à du personnel non qualifié et sous-payé

Augmentation massive du nombre de postes à pourvoir par concours de manière à combler les besoins existants.

Budget

Le problème du budget est ce qu'on pourrait appeler le "nerf de la guerre". En effet, les réformes successives ne poursuivent qu'un seul et unique but : permettre à l'Etat de dépenser le moins possible pour l'Université, même si celle-ci doit y laisser des plumes. C'est pourquoi nous devons chiffrer les besoins sur Rouen (par exemple, le manque à gagner qui ferait jour si jamais les droits d'inscription étaient ramenés à zéro franc), dénoncer les conséquences concrètes de la baisse de la dotation de l'Etat (remplacement des TD par du tutorat...).

**Réengagement financier de l'Etat
0 franc de frais d'inscriptions
pour un budget à la hauteur des besoins**

Aide sociale

L'accès à tous à l'Université passe par une aide sociale permettant à tous de vivre et d'étudier correctement sans avoir besoin de se salarier. C'est pourquoi, tout en nous battant pour l'amélioration du système actuel des bourses (modifications des plafonds d'échelons et du montant des bourses, versement des termes à temps...), nous devons impulser à la lutte pour un système prenant en compte les ressources réelles des étudiants.

L'aide indirecte doit également être renforcée : rétablissement de la parité Etat-étudiant dans le prix du repas de RU, réquisition des cafètes privées, rénovation et construction de cités-U sans augmentation de loyer, gratuité des transports en commun.

Nous devons également nous battre sur le front de l'autonomie des CROUS, qui nous mènera à terme à la régionalisation de l'aide sociale en terme de moyens comme de critères de répartition.

Afin de reprendre l'offensive sur ces questions, nous devons nous implanter sur les Cités-U et avoir une apparition régulière dans les resto-U. Nous devons envisager des actions comme par exemple des occupations du CROUS.

**Pour une aide sociale plus juste qui garantisse l'accès de tous à
l'enseignement supérieur**

Sélection

La carence en matière d'aide sociale entraîne une sélection par le fric : orientation des plus défavorisés vers des filières courtes, abandon après redoublement, impossibilité de suivre les études de son choix quand elles ne sont pas dispensées sur place.

D'autre part, le manque de moyens pousse les administrations universitaires à encourager une sélection au mérite : seuls les meilleurs peuvent accéder à certaines formations par le biais de *numerus clausus* officiels ou non. L'Université doit permettre à chacun d'étudier à son rythme dans la filière de son choix. La mise en concurrence des facs accentue encore ce penchant : comme l'excellence d'une filière se mesure au taux de réussite aux concours, un "écrémage" massif a parfois lieu avant la Licence.

**Défense de nos droits et lutte pour leur
extension**

1 Il faut être très vigilants face à ces tentatives de sélection masquées. Pour cela, il nous
2 faut défendre nos droits face aux profs et à l'administration, droits chèrement acquis au fil des
3 ans.

4 Comme chaque année, l'AGER reconduira sa campagne sur le remboursement des frais
5 d'inscription. De plus, une campagne conjointe est prévue sur le remboursement des frais
6 illégaux (à Rouen, 145 frs).

8 Antiracisme

9 A Rouen comme ailleurs, les étudiants étrangers sont confrontés de plein fouet au
10 racisme d'Etat. Quotas en cités-U, nécessité de préinscriptions accordées dans des
11 circonstances et selon des critères plus qu'opaques, menaces d'expulsion en cas de
12 redoublement ou de réorientation... Etudier en France est pour eux un véritable chemin de croix
13 chargé d'embûches. Il faut sensibiliser l'ensemble des étudiants à ce problème, et revendiquer ;

14 L'ouverture des facs française à tous les étudiants, français ou non, originaires de pays
15 riches aussi bien que du Tiers-monde.

16
17 **Accès des étudiants étrangers à l'aide sociale au même titre que les**
18 **étudiants français**

19 **En règle générale, égalité des droits étudiants français/immigrés.**
20

21 Droits des femmes

22 A la fac comme ailleurs, les femmes sont touchées par le sexisme inhérent à notre
23 société patriarcale. Il faut autant que nous le puissions combattre tous ses aspects, tout en
24 restant axés sur des bases concrètes.

26 Construction du syndicat

28 Congrès et AG

29 Tous les ans, le Congrès réunit tous les adhérents et fixe les orientations générales du
30 syndicat ainsi que son mode de fonctionnement. Il est souverain, et l'activité de l'AGER ne doit
31 pas déborder le cadre qu'il a fixé. Entre deux Congrès, l'AG décide de l'orientation de l'AGER
32 en fonction de la situation. Pour cette année, notre but est d'arriver à tenir le rythme d'une AG
33 par mois.

35 Bureau

36 Le bureau est l'instance chargée d'appliquer les décisions d'AG et de gérer l'activité
37 quotidienne. Il est élu en Congrès et renouvelable en AG. Il se réunit une fois par semaine,
38 dans la mesure du possible. Ces réunions sont ouvertes à tous les adhérents, c'est à dire qu'ils
39 peuvent assister et prendre part aux débats, dans la limite du raisonnable. La réunion n'est
40 fermée aux adhérents que lorsqu'elle doit statuer sur des candidatures au Bureau.

42 Commissions

43 Pour plus d'efficacité, les militants peuvent s'organiser en commissions de travail. Les
44 propositions sont de créer des commissions Antiracisme-antifascisme, Solidarité Etudiante,
45 Aide Sociale, Droits des Femmes, Psycho-Socio, Droit. Les membres des commissions fixent
46 eux-mêmes leur mode de fonctionnement. Leur rôle est d'organiser le travail sur une UFR et/ou
47 de faire des propositions au Bureau en matière de campagne et d'action. Elles n'ont pas latitude

1 à lancer des campagnes sans l'aval de celui-ci, et ne peuvent intégrer des personnes
2 extérieures au syndicat.
3

4 **Formation**

5 La formation des militants et des adhérents est indispensable pour assurer la continuité
6 de l'AGER. Il est proposé de planifier différents stages de formation (aide sociale, antiracisme,
7 travail national, histoire du syndicalisme étudiant...) en ouverture d'AG notamment.
8

9 **Intervention dans les différents UFR**

10 En Lettres et Sciences Humaines, nous devons reprendre un rythme d'apparition correct
11 (tenue de tables, diffusion de tracts, interventions en cours).

12 En Psycho-Socio-Sciences de l'Education, nous devons nous renforcer, l'objectif étant de
13 devenir la première force sur la fac avant l'AREPS.

14 En Droit-Sciences Eco-Gestion et en Sciences, l'arrivée de nouveaux adhérents doit
15 nous permettre de nous implanter. L'objectif à court terme est de présenter des listes aux
16 prochaines élections dans ces UFR, et d'y mener une campagne dynamique. Nous avons de
17 sérieux atouts en main cette année qui sont la disparition de l'UNEF-ID dans ces deux facs et
18 l'affaiblissement de Campus Actif en Sciences.

19 Même si nous n'y avons plus d'adhérents cette année, nous devons porter nos efforts
20 vers l'IUT.

21 Enfin, il serait souhaitable de recommencer à monter de temps à autres sur Evreux pour
22 tenter d'y impulser à la création d'une AGE.
23

24 **Autres lieux d'intervention**

25 Nous devons nous efforcer à apparaître plus régulièrement en Cité-U (vente de Solidarité
26 Etudiante) et sur les resto-U.
27

28 **Elections**

29 Les élections sont un moment privilégié (professions de foi...) pour faire connaître notre
30 syndicat. De plus, cela est un bon test permettant d'évaluer notre audience. Il faut faire attention
31 à ne pas se laisser aller à des attitudes électoralistes, mais à toujours bien expliquer que nous
32 n'attendons rien des Conseils Universitaires et que ce que nous voulons gagner, nous le
33 gagnerons tous ensemble.
34

35 **Travail unitaire**

36 Il est important que les différentes forces se rejoignent sur les questions importantes.
37 C'est pourquoi nous continuerons à avoir une démarche systématique de recherche d'unité, que
38 ce soit sur la fac, localement ou nationalement.

Nationalement

L'AGER est affiliée nationalement à l'Union National des étudiants de France, fondée à Lille en 1907. Au départ association étudiante, l'UNEF s'est constituée en syndicat au Congrès de Grenoble en 1947. L'UNEF est constituée d'Associations Générales d'Etudiants (AGE). Les grandes orientations de l'UNEF sont fixées tous les deux ans par Congrès National (le prochain étant en mars/avril 99), le Collectif National (CN), regroupant 2 personnes de chaque AGE, est chargé d'appliquer ces orientations. Entre deux CN, l'UNEF est gérée par un Bureau National (BN), élu en Congrès National. Longtemps seul syndicat étudiant, l'UNEF est aujourd'hui confrontée à la division : existent également l'UNEF-ID et SUD-étudiants, ainsi que des syndicats locaux comme le SEUL à Montpellier ou l'AGET-ASL à Toulouse.

Positions que nous défendons dans l'UNEF

Depuis plusieurs années, l'UNEF traverse une phase douloureuse : perte d'influence, d'adhérents, divisions internes... Il est aujourd'hui plus que nécessaire de nous renforcer. Les principales causes de cet affaiblissement sont :

- Le manque d'orientations générales ;

- L'inexistence de positions claires sur les problèmes rencontrés, le balancement indécis entre cogestion et syndicalisme de lutte, les carences en terme d'analyse comme de propositions, le manque de pertinence dans le choix des batailles à mener prioritairement ;

- La quasi-inexistence de matériel à l'adresse des étudiants, les difficultés à mener des campagnes nationales, le manque de communication interne, et de manière générale la mauvaise organisation du syndicat.

Dans ce contexte, l'AGER se bat au sein de l'UNEF pour qu'enfin notre syndicat adopte une ligne de conduite claire, s'inscrivant dans une dynamique de lutte, et se donnant les moyens de la défendre. Ceci nous mène à défendre des positions le plus souvent minoritaires au sein de l'Union Nationale. C'est pourquoi nous nous définissons comme faisant partie du courant oppositionnel qui existe dans l'UNEF.

Ce courant regroupe plusieurs AGE, notamment Limoges, Caen et Lille, avec lesquelles nous essayons de travailler au quotidien. Néanmoins, les contours de cette mouvance sont très flous. Il n'y a pas d'opposition structurée, mais nous devons tous faire pour nous coordonner (échange d'info systématique, ...) dans le but de mener à terme des campagnes communes.

Il faut aussi aller dans le sens de travailler régulièrement avec toutes les AGE susceptibles de nous rejoindre sur certaines de nos positions.

En vue du Congrès de 1999, il est d'autant plus important que l'AGER prenne l'initiative d'échange de textes, de débats, de rencontres, pour qu'enfin notre voix soit entendue et que l'UNEF soit véritablement un outil efficace pour les étudiants.

La question de l'unité syndicale

L'existence de plusieurs syndicats nationaux et locaux est un facteur d'affaiblissement du mouvement étudiant. Si l'idée d'un seul syndicat étudiant unifié reste pour l'instant hors de portée à cours terme, il est important de travailler dans ce sens avec d'autres AGE de l'UNEF, de l'UNEF-ID ou d'autres syndicats comme SUD ou le SEUL, avec lesquels nous partageons des principes de base qui sont :

- La défense d'un syndicalisme de lutte prônant l'auto-organisation des mouvements étudiants ;

1 La mise en perspective des logiques globales qui s'attaquent autant aux étudiants qu'aux
2 travailleurs, l'unité entre les luttes ;

3 La défense des services publics et notamment de l'éducation Nationale, le combat pour
4 l'accès de tous à une Université publique de qualité
5

6 La conception de syndicalisme étudiant de lutte, né en France au lendemain de la
7 Seconde Guerre Mondiale par rapprochement avec les syndicats de travailleurs, est pour des
8 raisons historiques unique en Europe. Elle est menacée par la dérive cogestionnaire des
9 principales centrales que sont les deux UNEF, et ne réussira à se renforcer que par son
10 extension parallèle aux autres pays européens. C'est à la construction d'un véritable syndicat
11 de transformation sociale qu'il faut travailler, dans et au-dehors de l'UNEF.
12

13 *Solidarité Internationale*

14 En Corée du Sud, en Algérie, en Israël, en Grèce, en Espagne, les étudiants luttent
15 contre des régimes fascistes et pour l'accès de tous à une éducation de qualité. Nous devons
16 participer à l'unification de ces mouvements dans une grande centrale syndicale internationale.
17 D'autre part, l'importance des luttes étudiantes dans le combat contre les régimes totalitaires et
18 l'impérialisme n'est plus à prouver. C'est pourquoi nous avons toute notre place à prendre dans
19 le soutien aux peuples opprimés.
20

21
22 *C'est parce que l'étudiant est un travailleur en formation que l'AGER-UNEF lutte auprès*
23 *des travailleurs contre la casse des services publics, contre le chômage et la précarité, contre le*
24 *racisme. Pour imposer une véritable Université publique, de qualité, ouverte à toutes et à tous,*
25 *il faudra que les étudiants se mobilisent avec les salariés, les chômeurs, pour en finir avec cette*
26 *société qui place l'argent au-dessus de l'intérêt humain.*

Amendement (Perspective / travail unitaire)

- supprimer le 36 à 38
- remplacer par " Sur de nombreuses questions un travail unitaire est nécessaire : luttes anti raciste, mouvement des Sans-Papiers, défense des droits des femmes, contre le chômage etc ...

Notre participation à ces mobilisations n'est jamais conditionnée par la nécessité d'un accord à 100% avec les revendications et les analyses issues de ces luttes.

Cependant, certaines revendications sont utiles et ne doivent pas être remises en cause par la recherche d'accord sans base suffisante et bien déterminée."